

Brochure n° 3295

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1951. – CABINETS OU ENTREPRISES  
D'EXPERTISES EN AUTOMOBILE**

---

AVENANT N° 62 DU 30 JANVIER 2018  
PRÉCISANT LA NOTION DE « D'AYANTS DROIT »  
DANS LE CADRE DU RÉGIME DE REMBOURSEMENT COMPLÉMENTAIRE  
DE FRAIS DE SOINS DE SANTÉ DE L'ACCORD DE BRANCHE N° 56

NOR : ASET1850376M

IDCC : 1951

Entre :

ANEA,

D'une part, et

UPEA ;

FCM FO ;

FNSECP CGT ;

FBA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux ont mis en place un régime de remboursement des frais de santé des salariés et de leurs ayants droit par un accord de branche n° 56 du 6 novembre 2015.

Ils ont convenu d'améliorer le régime mis en place par ce texte en adoptant l'avenant n° 60 le 20 mars 2017.

En raison des récentes évolutions de la loi dite Évin, les partenaires sociaux ont convenu de préciser la définition des ayants droit de ce régime complémentaire afin d'être en parfaite cohérence avec les évolutions législatives.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Modification des ayants droit bénéficiaires du régime*

Sont considérés comme ayants droit à adhésion obligatoire au sens de l'article I.4 de l'accord n° 56 du 6 novembre 2015 :

- le conjoint, concubin ou partenaire de Pacs n'exerçant aucune activité professionnelle et ne percevant aucun revenu à ce titre (salaires, revenus de remplacements) ;
- les enfants du salarié (autrement dénommé participant) et/ou de son conjoint, concubin, ou partenaire de Pacs, jusqu'au 31 décembre qui suit leur 20<sup>e</sup> anniversaire :
  - ou jusqu'au 28<sup>e</sup> anniversaire s'ils sont étudiants, apprentis, intérimaires, à la recherche d'un emploi, en contrat de travail à durée déterminée ou contrat d'insertion professionnelle ;
  - ou en situation de handicap avec un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80 % reconnu par le régime de base d'assurance maladie.

## **Article 2**

### *Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés*

Le présent avenant ne comprend pas d'article relatif à des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés. En effet, la branche de l'expertise automobile comprenant majoritairement des structures de moins de 50 salariés, les dispositions ci-dessus énoncées tiennent déjà compte des spécificités de ces entreprises.

## **Article 3**

### *Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 4**

### *Dépôt. – Entrée en vigueur. – Extension*

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du lendemain de la date d'expiration des délais d'opposition et des formalités de publications édictées ci-dessous.

Le présent avenant est déposé au conseil de prud'hommes de Paris et auprès des services centraux du ministre chargé du travail en deux exemplaires dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique.

Le présent avenant entre en vigueur dès les formalités de dépôt accomplies.

L'extension de l'avenant est sollicitée conformément aux dispositions du code du travail (présentement l'article L. 2261-24 du code du travail).

Fait à Paris, le 30 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)